



Agence pour l'Évaluation de
la Qualité de l'Enseignement Supérieur

Evaluation des cursus « Sciences politiques »

2009-2010

RAPPORT FINAL DE SYNTHÈSE

Facultés Universitaires Catholiques de Mons (FUCaM)

Comité des experts :

M. Philippe BRAUD, président

M. J. Peter BURGESS, M. Yves DELOYE, M. Guy LACHAPELLE,

M. Jean-Philippe LERESCHE et M. Yves VAN ONSEM

10 juin 2010

INTRODUCTION

L'Agence pour l'Évaluation de la Qualité de l'Enseignement Supérieur (AEQES) a procédé en 2009-2010 à l'évaluation des cursus « Sciences politiques », c'est-à-dire :

- du Bachelier en « Sciences politiques »
- du Master en « Sciences politiques orientation générale »
- du Master en « Sciences politiques orientation relations internationales »
- du Master en « Administration publique »
- du Master en « Etudes européennes » (non dispensé aux FUCaM)

Le comité des experts, mandaté par l'AEQES, a procédé à une visite de cet établissement les mardi 11 et mercredi 12 février 2010. Le présent rapport rend compte des conclusions auxquelles sont parvenus les experts après la lecture du rapport d'autoévaluation rédigé par l'entité et à l'issue de leurs auditions et des observations qu'ils ont pu faire *in situ*.

Tout d'abord, ils tiennent à souligner la parfaite coopération des autorités académiques concernées à cette étape du processus d'évaluation externe, notamment Monsieur le Recteur des FUCaM, le président du Département des Sciences politiques, sociales et de communication et coordonnateur du rapport d'autoévaluation. De façon plus générale, ils se sont unanimement félicités de la qualité des entretiens qu'ils ont pu mener en toute indépendance avec les diverses catégories d'interlocuteurs : professeurs et scientifiques¹, personnels administratifs et techniques, représentants des étudiants, anciens étudiants et employeurs. Ils ont donc pu travailler dans les meilleures conditions possibles de confort matériel et de liberté intellectuelle.

Le présent rapport passe en revue les points forts et les points d'amélioration que les experts ont cru pouvoir identifier en regard des chapitres ci-dessous. Il débouche ensuite sur une analyse des risques et opportunités avant de formuler des recommandations.

¹ Notamment au sens de doctorants et docteurs chargés d'un enseignement.

CHAP 1er : Le cadre institutionnel et la gestion de la qualité

Héritières de l'ancienne « Consule » fondée en 1896, les FUCaM ont été habilitées, à partir de 1971, à organiser la candidature, la licence et le doctorat en Sciences politiques et administratives. Depuis la mise en œuvre de la réforme de Bologne en Communauté française de Belgique, en 2004, elles proposent une offre de formation complète en Sciences politiques (Bachelier, Master, Doctorat). Membres de l'Académie universitaire Louvain, les FUCaM ont vocation à se fondre prochainement dans la nouvelle Université catholique de Louvain dont elles deviendront le site de Mons.

Droit de réponse de l'établissement

La gestion de la qualité doit s'apprécier en prenant en compte la dimension réduite des effectifs enseignants et étudiants, ce qui implique souvent beaucoup plus d'informel que d'institutionnel. Le comité des experts a voulu retenir les points suivants.

PRINCIPALES FORCES RECONNUES

- 1 Le comité des experts salue d'abord la qualité d'engagement de toutes les catégories de personnes concernées par l'établissement du rapport d'autoévaluation. Celle-ci se manifeste à travers l'abondance et la précision de la documentation fournie ; elle se traduit également dans le ton du rapport qui est d'une grande franchise et ne masque pas les problèmes ou les défis auxquels le cursus de sciences politiques est confronté. Il ne fait pas de doute que cette phase interne du processus d'évaluation ait déclenché une dynamique de réflexion et de mobilisation. Venant après deux autres rapports d'évaluation établis en 1999 et en 2003, le rapport remis aux experts atteste une culture de l'autoévaluation dans cet établissement, même si cela ne signifie pas nécessairement que les diagnostics posés soient suivis d'effets concrets suffisamment significatifs.
- 2 Le comité des experts note également qu'une évaluation systématique des enseignements par les étudiants a été organisée à tous les niveaux. Il relève le souci de mettre en place à l'avenir des procédures d'évaluation de plus en plus satisfaisantes, que ce soit en améliorant le contenu des questionnaires ou en veillant à ce que leur administration préserve l'indépendance de jugement et l'anonymat des étudiants qui répondent. Un point important étant donné le contexte de forte interconnaissance personnelle dans un établissement de taille réduite.
- 3 Le contrôle de la charge effective de travail est un souci des enseignants et de la direction de la filière. Des problèmes ont surgi sur ce plan mais la réactivité des enseignants a été soulignée, même si celle-ci n'a pas nécessairement abouti à l'élimination de toutes les difficultés.
- 4 La dimension réduite des effectifs a favorisé le maintien d'un certain suivi des anciens étudiants. Dans le cadre de l'association AliFUCaM (qui n'est toutefois pas spécifique à la filière Sciences politiques) mais aussi à la faveur d'autres réseaux à caractère amical, des liens sont établis entre le milieu étudiant et le monde extérieur local. *Job Days* et *Job Fair* organisés par les étudiants en sont le témoignage visible.

PRINCIPAUX POINTS D'AMELIORATION DETECTES

- 1 La principale réserve formulée par les experts concerne le calendrier de réalisation des objectifs, c'est-à-dire le plan d'actions stratégiques et les perspectives de développement pour les années à venir. Il est vrai que le processus de rapprochement en cours avec Louvain, rend la situation particulièrement fluide et l'on comprend que les incertitudes actuelles rendent problématique la définition d'une vision d'avenir tout à fait claire. Cependant, le passé permet de dégager quelques indications. D'une part, les évaluations antérieures ont rarement débouché sur des mises en œuvre concrètes, sauf au niveau de la gouvernance globale des

FUCaM. D'autre part, la multiplicité des réformes et ajustements annuels des formats de cursus met en évidence la focalisation sur une réactivité de court terme.

- 2 Le comité des experts n'a relevé aucun problème qui mériterait d'être signalé ici, concernant l'évaluation des étudiants, l'intégration du système ECTS, la qualité des directions de mémoires et leur évaluation. Il a néanmoins observé que certains syllabi de cours pouvaient se révéler de format hétérogène et de qualité inégale quant à leur contenu. Certains d'entre eux peuvent ainsi orienter l'information des étudiants dans de mauvaises directions ou leur créer des illusions. Il serait bon que figurent toujours, dans tous ces documents, des indications sur les objectifs du cours, les connaissances supposées acquises à son terme, les indicateurs de réalisation et, bien sûr, les modalités et critères d'évaluation. Une plus grande coordination entre les enseignants dans les lectures de base que les étudiants auraient à effectuer dans les divers cursus devrait être envisagée qui pourrait croiser une plus grande coordination également au niveau des cours.
- 3 La charge de travail des étudiants, jugée globalement satisfaisante, ne semble pas totalement bien répartie entre les quadrimestres. Ce point a été relevé avec constance par les étudiants de Master mais aussi certains du Bachelier. Et de fait, la lecture des contenus des cursus confirme cette impression. En Bachelier, l'enseignement des sciences politiques obéit à une logique de progression pendant les trois années de ce cursus, mais certains quadrimestres sont pratiquement vides de cours dans cette discipline, une discontinuité qui peut paraître fâcheuse. De même en Master, il est des périodes où les étudiants ne se sentent vraiment pas surchargés de travail alors que le rythme du travail peut fortement s'accélérer au quadrimestre suivant.

[Droit de réponse de l'établissement](#)

- 4 Si la communication en direction des étudiants semble globalement très satisfaisante, au vu des moyens mis en œuvre, quelques sujets d'insatisfaction demeurent. Ils concernent essentiellement les étudiants du Master Relations internationales. Ceux-ci ont fait valoir que les aménagements d'enseignements étant fréquents et souvent de dernière minute, ils pouvaient ne pas en être informés en temps utile. En outre, la communication avec les établissements extérieurs où il leur était proposé de suivre des cours, s'est révélée parfois si défailante qu'elle a abouti à l'impossibilité pratique d'assister aux enseignements prescrits. Enfin, s'agissant des évaluations des enseignements par les étudiants, certains d'entre eux ont regretté l'absence d'un *feedback* au moins sous forme de synthèse des informations recueillies.

RECOMMANDATION

- 1 Veiller à la mise en place d'un véritable système de gestion de la qualité. Autant l'étudiant et la formation semblent au centre des préoccupations de l'institution (notamment grâce à l'effet de la petite taille), autant le comité des experts n'a pas identifié un concept et une démarche de gestion et d'assurance de la qualité de l'enseignement clairement formalisés. Il devrait notamment passer par une définition plus transparente des connaissances et compétences que les étudiants devraient acquérir à chaque niveau d'étude et des outils pour vérifier si ces objectifs sont atteints. Le comité des experts recommande la formulation et la systématisation d'une telle démarche Qualité dans le domaine de l'enseignement

CHAP 2 : Les programmes d'études

PRINCIPALES FORCES RECONNUES

- 1 Le comité des experts a voulu d'abord souligner l'intérêt de la formation généraliste mise en place au niveau du Bachelier. L'objectif, qui peut se résumer dans la formule entendue à plusieurs reprises « apprendre à apprendre », semble largement atteint si l'on en juge par le degré de satisfaction exprimé à l'unanimité des étudiants, et que confirment la nature des enseignements dispensés, les méthodes pédagogiques mises en œuvre, le suivi personnalisé des étudiants. Les sciences politiques s'intègrent harmonieusement dans une formation qui est largement transdisciplinaire en première année de Bachelier et le demeure raisonnablement en deuxième et troisième année même si, à juste titre, l'option d'une certaine spécialisation en sciences politiques est offerte aux étudiants qui le souhaitent.
- 2 L'association langues – gestion - sciences politiques constitue en second atout. Les FUCaM ont développé un enseignement obligatoire et intensif de langues (anglais, espagnol, néerlandais) fondé sur des méthodes novatrices, ce que permet l'équipement en laboratoires performants. Par ailleurs, le Département des Sciences politiques, sociales et de communication des FUCaM est largement ouvert à des enseignements d'économie et de gestion, notamment en Bachelier, ceci s'explique par la proximité du Département de gestion qui a une forte tradition d'enseignement dans ce domaine. Les diplômés ont donc acquis une formation de sciences politiques orientée sur la connaissance des repères institutionnels et politiques, la compréhension des processus décisionnels et des enjeux de l'évaluation des politiques publiques. Cette formation se trouve enrichie par une compétence linguistique notable et une sensibilisation aux questions de management. Chacun s'accorde à dire (étudiants, enseignants, anciens étudiants et employeurs) que ces diplômés sont bien armés pour trouver des emplois sur un segment porteur du marché du travail essentiellement local, notamment dans les administrations publiques et dans le tissu associatif régional. Ce qui ne signifie toutefois pas que toutes ces potentialités soient pleinement exploitées pour l'heure, par exemple, au niveau de l'offre de stages favorisant l'insertion professionnelle des futurs diplômés.
- 3 La qualité du milieu humain et pédagogique est également un point fort de la formation FUCaM en sciences politiques, lequel doit s'entendre à plusieurs niveaux :

Tout d'abord celui des relations entre enseignants et étudiants. En Bachelier surtout, les étudiants expriment une satisfaction sans réserve pour la disponibilité de beaucoup de leurs enseignants et leur réactivité aux problèmes qui leur sont signalés. Ils perçoivent chez eux un réel souci de personnalisation de leur parcours et de soutien aux moments où ils rencontrent des difficultés. Les étudiants ne se sentent donc pas « massifiés », ce qui favorise considérablement leur transition du milieu scolaire au milieu universitaire. Cet avantage est unanimement rapporté à la dimension restreinte de l'établissement et, *a fortiori*, à celle de chaque cursus.

La qualité des relations humaines de travail concerne également les rapports entre les professeurs et les « scientifiques » qui ne se sentent nullement entravés, ou orientés contre leur gré, dans l'exercice de leurs tâches. De même, les personnels administratifs et techniques se sont clairement félicités des conditions harmonieuses de dialogue dans lesquelles ils travaillent avec les enseignants et les étudiants.

- 4 Le comité des experts a relevé le souci d'une politique de remédiation pour les étudiants en situation d'échec. Par exemple, des cours d'été sont organisés pour eux, qui peuvent être suivis sans frais d'inscription supplémentaires. Il a surtout tenu à mentionner l'intérêt de pratiques pédagogiques innovantes, très en avance sur leur temps au moment de leur mise en œuvre, et qui le sont encore largement restées. On prendra l'exemple caractéristique de l'enseignement pionnier de « compétence relationnelle ». Des salles très bien équipées en matériel vidéo permettent à tous les étudiants de tenir une caméra et d'être filmés (permutation des rôles), de procéder en petits groupes à des exercices de difficulté croissante dont l'un des objets (et non le moindre) est de leur permettre d'acquérir une meilleure confiance en eux-mêmes et

d'identifier les forces et faiblesses de leur mode d'entrée en relation à autrui. Un point important dans le cadre d'une formation politique au sens large.

- 5 La proximité et l'ancrage dans la région. Cette dimension est fortement mise en avant par les étudiants comme motif de leur entrée aux FUCaM. Cela signifie que la filière Sciences politiques draine des étudiants du Hainaut qui, au moins dans les premières années, n'iraient pas la rechercher dans un établissement plus éloigné. On peut considérer ce phénomène comme un élément de démocratisation de l'enseignement supérieur. Dans le même ordre d'idées, l'enseignement en horaire décalé qui est largement développé ici (plus de 40 % des effectifs de la filière Sciences politiques en 2007-2008) offre de réelles possibilités de formation continue pour des personnes actives qui travaillent dans la région. Il s'ensuit la création de liens très forts entre l'université et le monde de la vie active, avec réciprocité potentielle de services.

PRINCIPAUX POINTS D'AMELIORATION DETECTES

- 1 Le caractère restreint de l'offre de cours apparaît aux experts comme un vrai problème. Il ne se pose pas de façon cruciale en Bachelier où la formation, encore très généraliste, inclut à la fois des enseignements d'initiation aux sciences politiques et des enseignements extérieurs, dans une interdisciplinarité qui reste cohérente. En revanche, on note en Master les effets négatifs de cette faiblesse de l'offre. L'établissement a du mal à donner un contenu suffisamment riche aux trois filières pour lesquelles il est habilité en sciences politiques, à savoir : Sciences politiques orientation générale, Administration publique et Sciences politiques orientation relations internationales.

Cela se traduit d'abord par la faible différenciation entre les deux premières formations précitées, ce qui soulève quelque interrogation sur la sagesse du maintien de cette distinction. La situation est encore plus difficile en Relations Internationales. Les cours spécifiques y sont en nombre extrêmement réduit. Certes, les étudiants sont invités à suivre certains d'entre eux à l'étranger, ce qui serait une bonne chose si les problèmes techniques de compatibilité d'horaires étaient résolus de façon satisfaisante et surtout s'il existait une coopération poussée avec d'autres établissements pour mettre en place un ensemble d'enseignements à la fois cohérent et diversifié. L'insatisfaction des étudiants de la filière Relations Internationales s'est exprimée avec force. On pointe l'existence d'un effet de « coquille vide », qui induit en erreur des étudiants trop mal informés sur les standards minimums d'une formation en relations internationales. Cette situation risque de les handicaper sur le marché bruxellois des emplois « communautaires » européens.

- 2 Autre point faible, intimement lié au précédent puisqu'il explique celui-ci en grande partie : la petite taille du Département (bientôt Faculté) des Sciences politiques, sociales et de communication aux FUCaM. Ce handicap dimensionnel se manifeste dans le faible nombre d'enseignants à temps plein, et dans le nombre encore plus réduit de ceux d'entre eux qui relèvent de la discipline « sciences politiques et relations internationales ». Cela concerne également le faible nombre d'étudiants. Comment diversifier l'offre de cours au sein de chacun des trois Masters lorsque, dans la configuration actuelle, les effectifs d'un cours à option peuvent descendre à trois étudiants, voire moins encore ? Certes, la dimension réduite des effectifs étudiants aux FUCaM n'est pas sans avantages qui ont été précédemment relevés. Mais il faut ici en pointer les sérieux inconvénients. C'est d'abord l'impossibilité de donner un contenu intellectuel fort à une habilitation comme Relations Internationales en raison de la faiblesse numérique du corps enseignant disponible. Une externalisation de cette filière est donc nécessaire mais elle ne se déroule pas dans des conditions totalement satisfaisantes. C'est également l'impossibilité d'ouvrir dans les trois Masters des options indispensables, faute d'étudiants pour en garantir la viabilité. Par ailleurs, la confrontation des étudiants à un trop petit nombre des mêmes enseignants tout au long de leur cursus engendre des risques de répétitions et peut créer l'impression de piétinement. Enfin, dans les séminaires où la pédagogie est interactive, la taille extrêmement réduite des auditoires constitue un facteur d'affaiblissement de la stimulation intellectuelle qui devrait résulter des échanges. Au niveau institutionnel enfin, la petite taille du Département des Sciences politiques, sociales et de communication rend plus difficile la conclusion d'accords de coopération ou d'échanges internationaux d'étudiants avec des établissements réputés.

[Droit de réponse de l'établissement](#)

- 3 Le comité des experts s'est interrogé sur la politique de la Cellule emploi en matière de recherche de stages. En pratique l'étudiant doit démarcher lui-même, ce qui est présenté comme une expérience positive parce qu'elle anticipe celle qu'ils devront faire quand ils rechercheront un emploi. Les experts ont néanmoins estimé que l'absence de pro activité de la Cellule rend beaucoup plus probable une plus grande inadéquation des stages aux attentes de formation des étudiants. Une politique délibérée de sélection (des établissements et des postes), mettant en œuvre des critères discutés avec les responsables des formations, aboutirait sans doute à une offre de stages qui garantirait mieux un lien effectif entre l'enseignement théorique et les pratiques de la vie active. Par ailleurs, l'établissement met en œuvre au niveau Master une distinction, d'ailleurs précieuse, entre les mémoires classiques de recherche et les mémoires/projets.
- 4 Le comité des experts a également soulevé la question de l'orientation professionnalisante des enseignements. Celle-ci suppose le recours à des intervenants extérieurs, ce qui semble pratiqué de manière courante, mais pourrait encore être développé. Les experts se sont également interrogés sur la place réservée au sein des enseignements à l'approche dite *Problem solving*. Elle présente l'avantage de placer les étudiants en situation concrète avec des interrogations du type : En quoi y a-t-il un problème ? Quels en sont les enjeux et les caractéristiques ? Au vu des contraintes et des ressources disponibles, quelles sont les solutions concevables ?

RECOMMANDATIONS

- 1 Conserver le Bachelier qui assure une formation pluridisciplinaire dont l'intérêt est attesté, y compris dans le contexte socio-économique régional. Mais améliorer l'adossement des sciences politiques aux enseignements d'économie et de gestion réellement pertinents pour les étudiants (c'est-à-dire qui n'exigent pas un niveau de mathématiques ou de statistiques inutilement dissuasif).
- 2 Renoncer en Master aux habilitations qui ne peuvent être réellement attractives faute de moyens et pourraient, au contraire, contribuer à affaiblir l'image externe des FUCaM. Se concentrer sur un seul Master du type Administration publique/action publique par fusion des deux Masters actuels : Sciences politiques orientation générale et Administration publique, ce qui permettrait la mise en place de jeux d'options plus diversifiés. On suggère notamment l'introduction d'un enseignement de Management public international. En raison des atouts spécifiques qui seraient les siens, un tel Master pourrait rapidement drainer une population d'étudiants venant aussi bien de l'ensemble de la Belgique que de l'étranger. Ce brassage serait précieux dans le contexte actuel de globalisation et bénéficierait à l'ensemble de l'institution.

[Droit de réponse de l'établissement](#)

- 3 Assurer aux étudiants issus du Bachelier des passerelles diversifiées en direction des Masters offerts dans les établissements partenaires. Loin de vider le Bachelier local, cet enrichissement des parcours possibles aurait pour effet de le rendre plus attractif.
Mais pour surmonter les obstacles d'ordre financier que rencontrent beaucoup d'étudiants et leur offrir des chances concrètes de formation dans des Masters spécialisés organisés ailleurs, le Département des Sciences politiques devrait demander aux collectivités locales et à la province du Hainaut qu'elles subsidient les étudiants qui poursuivent pour deux ans leurs études à Bruxelles ou à Louvain-la-Neuve. Cette aide financière pourrait prendre la forme, selon les cas, d'une allocation logement ou d'une contribution à leurs frais de déplacements.

CHAP 3 : Vie étudiante

PRINCIPALES FORCES RECONNUES

- 1 Comme cela a déjà été évoqué dans les chapitres précédents, la taille du campus des FUCaM explique largement la qualité de la vie étudiante. Au fil des entretiens réalisés, les experts ont pu prendre la mesure de la satisfaction des étudiants de tous les niveaux en ce qui concerne les conditions de vie et d'études des étudiants. La proximité réelle qui existe entre les enseignants, « scientifiques » et personnels administratifs et les étudiants facilitent sensiblement leur intégration à la communauté des FUCaM ; communauté dont l'identité est suffisamment forte pour qu'elle soit revendiquée fortement par les anciens étudiants rencontrés et ayant suivi le cursus de Sciences politiques. Cette perception largement positive doit toutefois être nuancée par le fait que malgré cette qualité de l'accueil et de l'intégration, le taux d'échec en première année de Bachelier reste élevé ici comme dans d'autres universités.
- 2 Les cours préparatoires à la première année du Bachelier répondent également à une demande forte et semble, au vu des éléments présentés dans le rapport d'autoévaluation, remplir un rôle très positif. Probablement faudrait-il ici mettre en place un suivi plus précis permettant d'apprécier l'impact de ces cours préparatoires sur les résultats tant en première année que dans la suite du Bachelier.
- 3 Le nombre d'étudiants bénéficiant d'un monitorat doit être également être souligné. Si ce chiffre est encore faible, il atteste toutefois de l'efficacité de ces mesures de soutien individualisé pour les étudiants en horaire de jour.
- 4 Un autre point positif concerne la capacité de la filière Sciences politiques à proposer une formation de qualité en horaire décalé qui semble répondre à un besoin social fort sur le plan local.

Droit de réponse de l'établissement

PRINCIPAUX POINTS D'AMELIORATION DETECTES

- 1 Le principal point relevé ici a déjà en partie souligné : il concerne l'aide à l'insertion professionnelle fournie par l'établissement. Il existe certes des possibilités de stage favorisant l'insertion professionnelle des futurs diplômés mais ce dispositif reste encore trop fragmentaire et insuffisamment doté de moyens pour le rendre pleinement satisfaisant.
- 2 Une autre faiblesse concerne l'inégale charge de travail (tant en présentiel qu'en travail autonome) qui pèse sur les étudiants entre les différents quadrimestres.

RECOMMANDATIONS

- 1 Renforcer, notamment au niveau du Master mais pas seulement, la réflexion sur l'insertion professionnelle des diplômés de la filière Sciences politiques des FUCaM. Institutionnaliser plus fortement les liens existants entre l'université et son environnement local (tant du point de vue des entreprises que des administrations) pour valoriser le cursus Sciences politiques, pour favoriser la reconnaissance des compétences professionnelles des diplômés.
- 2 Améliorer la répartition des charges effectives des cours tant au niveau des différentes années (Bachelier/Master) qu'à l'intérieur de l'année universitaire en veillant à deux principes : promouvoir une répartition optimale permettant aux étudiants de concilier travail autonome et présence aux cours ou travaux pratiques ; isoler des temps d'étude permettant de multiplier les expériences de stage professionnalisant.

- 3 Renforcer l'encadrement des stages et l'aide à l'insertion professionnelle fournie par l'établissement. Passer d'une attitude d'incitation à une approche intégrée et proactive en la matière. Ce qui suppose de doter le service *ad hoc* des ressources humaines nécessaires pour accompagner de manière individualisée les étudiants.

CHAP 4 : Les ressources

PRINCIPALES FORCES RECONNUES

- 1 Le point essentiel à souligner ici est la remarquable qualité des locaux qui se déploient sur un vaste campus. Auditoriums, salles de cours, salles de réunion sont agréablement fonctionnels, propres et bien entretenus, adaptés aux effectifs à gérer. Certes, la bibliothèque est petite, assez pauvrement pourvue en ouvrages de sciences politiques et sociales mais, matériellement parlant, elle est agréable comme salle de travail. Ces locaux sont de surcroît bien équipés en matériel de projection, ordinateurs, prises Internet avec des dispositifs de sécurité pour interdire les vols ou déprédations. Il faut noter tout particulièrement les six salles de matériel vidéo installées dans des sous-sols récupérés et le laboratoire de langues parfaitement adapté aux effectifs à gérer. L'équipement des salles informatiques ainsi que le nombre de postes de travail disponibles permet d'offrir aux étudiants un service de qualité. Des investissements récents ont amélioré les connexions Internet dans les résidences étudiantes du campus. Etudiants et enseignants disposent d'une possibilité d'espace pédagogique numérique interactif de qualité et ce, même si ces dispositifs ne sont pas encore pleinement utilisés au mieux des possibilités créées.
- 2 Un autre élément positif est le soutien financier accordé aux personnels académiques et aux doctorants désireux de participer à des colloques internationaux ou à des déplacements pour leurs recherches. Certains doctorants s'interrogent sur la pérennisation de ces avantages à l'issue des processus de fusion en cours.
- 3 Le système des bourses semble bien développé dans le contexte d'une région qui a rencontré de grandes difficultés socio-économiques, ce qui permet à des jeunes issus de familles défavorisées de rejoindre l'enseignement supérieur.

PRINCIPAUX POINTS D'AMELIORATION DETECTES

- 1 Le point important est le faible nombre d'enseignants à temps plein qui relèvent clairement de la discipline. Sans doute faut-il noter le recrutement récent de deux « scientifiques » de science politique, ce qui a permis un renforcement certain de l'encadrement. Néanmoins le problème de l'insuffisance du nombre d'enseignants titulaires au regard du grand nombre de filières à encadrer en horaire de jour ou en horaire décalé, et plus particulièrement dans les trois Masters, a des incidences préoccupantes à plusieurs titres. On a déjà relevé que la faiblesse de l'encadrement conduit à une trop faible différenciation des filières officiellement assurées, ce qui crée un certain effet de leurre. On ajoutera ici que les enseignants sont contraints d'accepter une surcharge de travail en termes de cours à assurer et, pour les plus disponibles aux étudiants, un investissement trop important de leur temps. Un service aussi lourd a probablement pour conséquence de peser sur leur capacité à mener des recherches personnelles qui pourraient ensuite irriguer leurs cours. Ceux d'entre eux qui réussissent à mener de front enseignements et publications, doivent le faire au prix de sacrifices peut-être exorbitants. Or, un trop faible niveau de publications, de la part des enseignants, risque d'avoir un impact défavorable sur l'image de l'ensemble de l'établissement. Ce sous-encadrement nuit également à la capacité du corps enseignant titulaire à piloter des projets ambitieux de collaboration institutionnelle.
- 2 Sur le plan matériel, on peut seulement relever le faible nombre d'ouvrages de sciences politiques et sociales au sein de la bibliothèque. Certes, les étudiants bénéficient des possibilités du prêt interuniversitaire, mais celui-ci implique nécessairement des délais et rend impossible, pour des raisons techniques, la consultation des ouvrages en dehors de la bibliothèque. De façon caractéristique, les échanges de la bibliothèque avec l'extérieur sont très déséquilibrés : plus d'emprunts que de prêts. Enfin, un aménagement des horaires d'ouverture a été souhaité, notamment pour les étudiants en horaire décalé.

RECOMMANDATION

- 1 Travailler à obtenir, dès que possible, une réelle mutualisation des ressources humaines et matérielles au sein de la nouvelle université Louvain. Notamment garantir aux étudiants un égal accès aux ressources documentaires de toutes les bibliothèques du nouvel ensemble académique.

CHAP 5 : L'entité² dans son contexte

PRINCIPALES FORCES RECONNUES

- 1 Le point positif central a été aux yeux des experts la forte insertion dans l'environnement local de l'équipe enseignante du cursus de Sciences politiques. Les liens et les collaborations avec les mondes politiques, économiques et culturels sont fréquents, notamment avec la Ville de Mons ou la Province du Hainaut. L'engagement des enseignants dans des dispositifs de formation continue et d'expertise contribue également fortement à la reconnaissance sociale des sciences politiques tant au niveau local que national.
- 2 La politique d'incitation à la mobilité internationale des étudiants (pour y effectuer un stage ou un séjour académique) doit également être saluée. Les FUCaM ayant ici mis en place un dispositif d'aide à l'orientation et d'aides financières ambitieux. Toutefois, la mobilité étudiante est fortement handicapée par les origines sociales et parfois culturelles des étudiants recrutés qui peinent, pour des raisons légitimes, à se rendre disponible pour ce type de dispositif.
- 3 L'ouverture internationale des FUCaM se traduit par une politique d'accueil d'enseignants étrangers non négligeable compte tenu de la taille du Département des Sciences politiques. Observons que la réciproque n'est pas encore forte compte probablement des charges d'enseignement évoquées plus haut qui peuvent être un handicap lourd à la mobilité internationale du corps enseignant.
- 4 Une politique d'incitation à l'internationalisation du personnel scientifique doit aussi être soulignée. Elle leur permet notamment de s'inscrire dans les réseaux scientifiques internationaux qu'ils estiment pertinent compte tenu de l'orientation de leur recherche respective.

PRINCIPAUX POINTS D'AMELIORATION DETECTES

- 1 L'effet taille est ici aussi une faiblesse quant à la capacité notamment d'une réelle diversification de la politique de partenariat international. Le choix légitime été de concentrer une partie de ses partenariats dans le cadre du CUD (Coopération universitaire au Développement). Reste que cette absence de diversification nuit probablement à la capacité des FUCaM de proposer aux étudiants des opportunités de mobilité internationale nombreuses et diversifiées.
- 2 L'offre d'expertise à l'environnement local, pour importante qu'elle soit, semble encore très fragmentée et relevée d'initiatives personnelles non coordonnées au niveau du Département qui y trouverait pourtant un outil permettant à la fois de rationaliser son aide à la collectivité et de renforcer la professionnalisation du cursus des Sciences politiques.

RECOMMANDATIONS

- 1 Profiter de la perspective de rapprochement avec l'UCL pour mutualiser la politique d'échanges internationaux tant au service des étudiants que des personnels académiques et scientifiques.
- 2 Rationaliser l'offre d'expertise proposée aux acteurs locaux afin de renforcer encore l'image des FUCaM et d'en faire bénéficier les étudiants du point de vue de leur insertion professionnelle locale notamment.

² Entité responsable de la gestion des programmes d'études évalués

- 1 Les opportunités liées au positionnement du cursus de Sciences politiques dans une institution très enracinée localement et dont la tradition d'enseignement de la gestion est forte. La filière Sciences politiques y trouve la possibilité d'exploiter une niche dont l'intérêt est d'ailleurs souligné par des anciens élèves entrés avec succès dans la vie active. Ainsi les représentants des employeurs locaux ont-ils souligné l'intérêt d'une filière qui formerait des gestionnaires ayant acquis une bonne maîtrise de leur environnement institutionnel, politique et administratif ainsi qu'une connaissance des règles du jeu dans les processus décisionnels. Il existe en outre un vivier d'emplois non négligeable dans l'administration publique régionale et locale comme dans le secteur hospitalier hennuyer. L'enracinement des FUCaM et de ses étudiants devrait favoriser l'accès à ces emplois pour peu que la formation dispensée se révèle en suffisante adéquation avec les profils de postes à pourvoir. Par ailleurs, le bon niveau de langues de ces diplômés devrait leur permettre de bénéficier beaucoup plus largement des plusieurs centaines de stages annuellement offerts par l'Agence Wallonne des Exportations, dont beaucoup se situent à l'étranger. Adosser davantage encore les sciences politiques à la gestion, via l'étude des politiques publiques et de l'action publique, semble constituer une carte à jouer prometteuse.
- 2 Les risques et les opportunités associées à la mise en place de la future université Louvain. Il est compréhensible qu'une fusion entre des entités de taille aussi différente soulève quelque appréhension même si les chiffres ne sont pas aussi déséquilibrés en ce qui concerne les étudiants des filières de sciences politiques. Mais un fait préoccupant doit être pris en considération : la stagnation des effectifs globaux de sciences politiques aux FUCaM alors que partout ailleurs ils sont en forte croissance. La conclusion semble bien s'imposer que, de toute façon, il n'était plus possible de continuer longtemps à faire cavalier seul. Le rapprochement/fusion avec l'UCL et deux autres établissements apparaît donc comme une formidable chance à saisir, à condition de se focaliser sur ce qui est solide localement et prometteur en termes de chances concrètes de développement. Cela signifie notamment s'engager dans une politique de niche au niveau du second cycle.

La fusion permettra aux enseignants de bénéficier de la notoriété internationale de Louvain, ce qui rétroagira positivement sur leur propre statut et favorisera la conclusion d'accords d'échanges internationaux qui élargiront l'offre de mobilité pour les étudiants. La logique de la fusion est également de favoriser les échanges croisés d'enseignements, élargissant localement l'offre de cours et mettant en place des passerelles pour les étudiants vers des spécialisations plus diversifiées et plus porteuses. Elle permettra enfin aux professeurs comme aux doctorants de bénéficier de bien meilleures conditions de recherche, grâce à l'intensification des échanges intellectuels et la mise sur pied de programmes de recherches plus ambitieux et mieux financés.

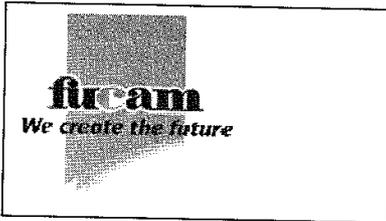
Dans le court terme, il semble donc souhaitable que les responsables de la filière Sciences politiques s'engagent dans les négociations en cours avec une confiance accrue dans la « valeur marchande » de ces indéniables plus-values que la culture FUCaM peut apporter à la grande université Louvain : enracinement local dans le Hainaut, spécificité des enseignements de sciences politiques en Bachelier comme en Master.

EN SYNTHÈSE

Points forts	Points d'amélioration
<ul style="list-style-type: none"> ⇒ formation généraliste pluridisciplinaire et démarches de pédagogie active ⇒ association langues-gestion-sciences politiques ⇒ apprentissage efficace des langues ⇒ climat relationnel fait de proximité et de réactivité ⇒ ancrage régional fort et offre importante en horaire décalé ⇒ culture de l'autoévaluation et lucidité de l'analyse ⇒ évaluation systématique des enseignements et de la charge effective de travail des étudiants ⇒ suivi des diplômés ⇒ remarquable qualité des locaux et équipements ⇒ soutien financier doctorants et personnels scientifiques ⇒ système de bourses, soutien à la démocratisation de l'enseignement 	<ul style="list-style-type: none"> ⇒ faible différenciation de deux programmes de Master ⇒ offre trop restreinte dans le Master Relations internationales ⇒ faible nombre d'enseignants à temps plein pour les sciences politiques ⇒ trop faible orientation « professionnalisante » ? ⇒ plan d'action stratégique non défini après les phases de diagnostic ⇒ format et/ou contenu des syllabi non homogènes ⇒ certaines années nécessitent des rééquilibrages de charges de travail ⇒ absence de <i>feedback</i> vers les étudiants pour les évaluations des enseignements ⇒ faible nombre d'ouvrages de sciences politiques et sociales au sein de la bibliothèque

Opportunités et risques
<ul style="list-style-type: none"> ⇒ positionnement en articulation avec la gestion ⇒ vivier d'emplois non négligeable dans l'administration publique régionale et locale : action publique ⇒ fusion UCLouvain

Recommandations
<ul style="list-style-type: none"> ⇒ poursuivre le Bachelier pluridisciplinaire en renforçant l'adossement à l'économie et à la gestion ⇒ renforcer le Master Administration publique -> action publique ⇒ assurer aux étudiants issus du Bachelier des passerelles pertinentes vers les Masters des institutions partenaires ⇒ mettre en place un outil de gestion de la qualité ⇒ apporter les correctifs nécessaires (homogénéisation des syllabi, rééquilibrages des charges de travail étudiants et personnel d'encadrement, ...) ⇒ assumer la dimension professionnalisante (stages, mémoires-projets, <i>problem-solving approach</i>, etc.) ⇒ travailler à la mutualisation des ressources humaines et matérielles au sein de la nouvelle UCLouvain



Evaluation 2009-2010 du cursus
Sciences politiques

Droit de réponse de l'établissement évalué

Commentaire général éventuel :

L'établissement ne souhaite pas formuler d'observations de fond

Page	Chap.	Point ¹	Observation de fond
3	1 ^{er}	4 ^e et 5 ^e lignes	... les FUCaM ont vocation de se fondre prochainement dans la nouvelle Université catholique de Louvain dont elles deviendront le site de Mons. : les FUCaM projettent de fonder, avec leurs partenaires UCL, FUNDP et FUSL la nouvelle Université catholique de Louvain dont elles <u>deviendraient</u> le site de Mons.
4	1 ^{er}	Point d'amélioration 3	Le diagnostic livré dans ce paragraphe est incontestable. Nous pouvons regretter que les efforts mis en œuvre pour intervenir sur ces problèmes n'aient pas été relevés. Nous voulons réaffirmer que « <i>Le problème a été perçu, un système d'évaluation par cycle est mis en place. Associé à une évaluation informatisée des cours, il devrait permettre une évaluation des filières.</i> »
6	2	Point d'amélioration 2	Le rapport soutient que « la petite taille du Département des Sciences politiques rend plus difficile la conclusion d'accords de coopération ou d'échanges internationaux avec des établissements réputés ». Ces propos nous semblent sévères pour nos partenaires. Jusqu'à présent, l'offre de mobilité présentée aux étudiants a toujours été très nettement supérieure à la demande
7	2	Recommandation 2	... par fusion des deux Masters actuels : Sciences politiques orientation générale et Administration publique ...

¹ Mentionner la rubrique (force, point d'amélioration ou recommandation) suivie du numéro précédant le paragraphe.

			Cette suggestion est impossible à suivre, puisqu'il s'agit de deux titres distincts. La seule manière d'aller dans ce sens serait de supprimer un des deux Masters.
8	3	Forces 4	Nos programmes de jour ont une attractivité essentiellement locale et régionale.

Nom, fonction et signature de l'autorité académique dont dépend le département

DELPORTE Christian,
Recteur



Nom et signature du (de la) coordonnateur(-trice) de l'autoévaluation

Charlier Jean-Emile
Président du département des
Sciences Politiques, Sociales et
de Communication

